

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22
novembre 2008. Première journée
Le P.C.B., le Printemps de Prague et les pays de l'Est

**Témoignage du président national du PCB – KPB
(1972-1989)**

VAN GEYT, Louis

2008, 5 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_8_temoignage_president_national_pcb_-_kpb_1972_-_1989.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : VAN GEYT, Louis, « Témoignage du président national du PCB – KPB », in *Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Première journée. Le P.C.B., le Printemps de Prague et les pays de l'Est*, Bruxelles, CARCoB, 2008, [en ligne], < http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_8_temoignage_president_national_pcb_-_kpb_1972_-_1989.pdf >, (date de consultation).

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008
Première journée – Le P.C.B., le Printemps de Prague et les pays de l'Est

8.

Témoignage du président national du PCB – KPB (1972–1989)

En 1968, Louis VAN GEYT (1927) était membre du Bureau politique du PCB-KPB et secrétaire de sa Fédération bruxelloise. Il allait devenir, quelques années plus tard, président national de cette formation (1972-1995), fonction qu'il allait exercer jusqu'à la séparation « par consentement mutuel » de celle-ci entre ses deux composantes communautaires : le Parti communiste (wallon et francophone) et le Kommunistische Partij-Vlaanderen.

Lors du colloque organisé par le CARCoB et le CHSG les 21 et 22 novembre 2008, il apporta un témoignage s'ajoutant à ceux de trois autres anciens dirigeants du PCB.

Mais plutôt que (de tenter) de reconstituer son intervention orale d'alors, il nous a proposé de reprendre ici les passages essentiels (précédés de sous-titres résumant les questions auxquelles il répondait) de l'interview qu'il avait accordée, peu avant le colloque, au Drapeau Rouge, journal (bimensuel) du Parti communiste, sous le titre : « Retour sur le Printemps de Prague ».

DU XI^E CONGRÈS DU PCB-KPB (1954) À SON FERME SOUTIEN DE « L'AUTRE PRINTEMPS »

Pour situer Prague 68, nous devons nous reporter d'abord, pour le dire succinctement, à Moscou 56, c'est-à-dire au XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Rappelons que le rapport « secret » de KHROUCHTCHEV dénonçant les méfaits staliniens provoqua une véritable commotion chez les communistes du monde entier, à tel point que les dirigeants du PC français crurent bon d'affirmer qu'il s'agissait d'un faux. Nous, en revanche, voulions en avoir le cœur net, et c'est ainsi que notre Bureau politique envoya une délégation à Moscou composée, notamment, d'Ernest BURNELLE et d'Albert DE CONINCK qui, à leur retour, confirmèrent la réalité de ce rapport. Notons aussi que le Congrès soviétique venait après notre XI^e Congrès de 1954 où nous avions rompu avec la « ligne » sectaire et dogmatique qui avait prévalu à partir de 1948, pendant la phase aiguë de la Guerre froide. Ainsi, par exemple, nous avons éliminé de nos statuts le concept de « dictature du prolétariat ». Dix ans plus tard, nous avons réagi de façon négative au limogeage de KHROUCHTCHEV par BREJNEV, puis accueilli avec espoir et même enthousiasme l'amorce du Printemps de Prague. Il s'agissait pour nous d'un mouvement qui visait à rompre avec le bureaucratisme et l'autoritarisme poststaliniens, non seulement dans le domaine culturel (souvenons-nous de l'essor, commencé bien avant, du cinéma tchèque), mais aussi sur le plan politique et dans une certaine mesure sur celui de l'économie.

« MISES EN GARDE » DE MOSCOU ET BERLIN-EST ET VOYAGE D'INFORMATION À PRAGUE

Nous avons bientôt fait l'objet de démarches pressantes, et ce particulièrement du Parti socialiste unifié (SED) au pouvoir en République démocratique allemande, pour nous convaincre de changer d'attitude. Nous n'en avons pas moins continué de soutenir clairement l' « expérience tchécoslovaque » menée sous la direction d'Alexandre DUBČEK et notre Bureau politique a décidé, en juin 1968, d'envoyer à Prague une délégation composée de Jean TERFVE, de Jan DEBROUWERE et de moi-même, pour nous informer directement auprès des communistes tchécoslovaques de l'évolution de la situation dans leur pays et des risques éventuels de rupture avec le « camp socialiste » qu'elle comportait. Ceci compte tenu notamment du fait que la presse de droite ouest allemande menait une furieuse campagne de « récupération de ce même pays par l'Ouest capitaliste et par l'OTAN ».

MENACE POUR LE SOCIALISME... OU POUR LE « SYSTÈME BREJNEVIEN » ?

Avant l'intervention militaire, la voix « antisocialiste » d'un HAVEL ne s'était guère fait entendre, alors que DUBČEK était sur le devant de la scène. Et, à la différence (fondamentale) de ce qui s'était passé en Hongrie, début novembre 1956, il ne fut question ici ni de pogroms anti-communistes, ni de velléités de sortir unilatéralement du Pacte de Varsovie, ni moins encore d'appels à « l'aide » des puissances occidentales. Notre délégation de juin est revenue de Prague avec la forte conviction que les principaux courants du Parti communiste tchécoslovaque et la très grande majorité de la population appelaient de leurs vœux une authentique démocratisation de la société, de nature à en renforcer le caractère socialiste.

Et ce n'est précisément qu'à la suite de l'intervention qu'a pris racine dans la société tchécoslovaque la conviction, propagée notamment par HAVEL, que le « socialisme réel » était incompatible avec l'essor des libertés démocratiques, voire avec le respect du droit des peuples à déterminer eux-mêmes les voies de leur développement.

Quant à ce qui est d'Ota ŠIK et de ses théories économiques, nous estimions qu'elles n'impliquaient pas l'abandon des principes de base de l'économie socialiste. Accorder une place au marché pour la gestion des petites et moyennes entreprises n'est nullement antinomique du développement d'un projet socialiste. Sans remonter à la *Nouvelle politique économique* (NEP) promue par LÉNINE dans les années 20, nous estimions qu'il fallait admettre que, dans un pays industriellement et socio-culturellement développé comme la Tchécoslovaquie, il était légitime d'élargir le développement des échanges commerciaux au-delà de l'Union soviétique et des autres pays du Comecon (« Communauté économique » des pays du « socialisme réalisé »). N'eût-il pas valu bien mieux, pour l'essor général du socialisme et pour la désescalade des blocs, d'ouvrir progressivement (et de manière réciproque) les fenêtres, plutôt que de « consolider » le camp retranché ?

FIN DES « MODÈLES » MAIS EFFORTS REDOUBLÉS POUR COMBATTRE L'« ESCALADE » DES BLOCS

Certes, après avoir très clairement affirmé notre solidarité avec le PCT de DUBČEK, nous nous sommes résignés à (r)établir des contacts - à vrai dire « pragmatiques » - avec le régime de HUSÁK. Et cela non pas tellement parce que HUSÁK lui-même avait, au temps de la paranoïa « anti-titiste » de STALINE, connu les prisons « socialistes », à l'instar de GOMUŁKA, de KÁDÁR et de tant d'autres - sans parler des sorts tragiques d'un RAJK ou d'un SLÁNSKÝ.

Mais si, après le 21 août 1968, le groupe dirigeant du PCB a cessé définitivement de prêter aux régimes « socialistes » de l'Est, une valeur de « modèles », nous estimions en même temps devoir redoubler d'initiatives pour inverser l'escalade des blocs politico-militaires, escalade activement promue par les « faucons » des deux bords de l'Atlantique, mais trop souvent acceptée comme fatale par les tenants de la « doctrine BREJNEV ». Or, comment développer ces initiatives tout en coupant les ponts avec les partis au pouvoir dans les États membres du Pacte de Varsovie, la Tchécoslovaquie « normalisée » y compris ?

DU DISTANCEMENT DE 1968 AU DÉSENGAGEMENT DE 1981

C'est en décembre 1981 (soit treize ans plus tard, à la suite de l'instauration de l'état d'urgence en Pologne) que le Secrétaire général du PC italien, Enrico BERLINGUER, a proclamé ouvertement que la Révolution d'Octobre, source de tant d'espoirs pour la construction d'un monde nouveau, avait gaspillé pour de bon son pouvoir d'attraction sur les peuples d'Europe. Un ou deux jours plus tard, la *Pravda* publiait un éditorial d'une rare violence, préconisant l'exclusion du PCI du Mouvement communiste mondial. Comme président du PCB, j'ai alors publié dans *Le Drapeau Rouge* quotidien une déclaration indiquant que, sans être nécessairement d'accord avec la conclusion de BERLINGUER, nous étions radicalement opposés à toute « excommunication » de ce type. Heureusement, au cours des jours qui suivirent, le ton de la *Pravda* s'est quelque peu adouci et je reste convaincu que des réactions comme la nôtre ne furent pas étrangères à ce recul des nostalgiques de l'« inconditionnalité » d'avant 1954. Mais, pour en revenir aux événements de 1968-69 en Tchécoslovaquie, je dirais que, en ce qui nous concerne, nous en étions implicitement arrivés à une conviction proche de celle explicitée par BERLINGUER treize ans plus tard.

UN EUROCOMMUNISME AVANT LA LETTRE BIENTÔT DOUBLEMENT CONTESTÉ

La vision exposée ci-dessus des événements de Tchécoslovaquie et de leur contexte est essentiellement celle de la direction du PCB, approuvée par la plupart de ses fédérations et par la majorité de ses militants d'alors. Cependant, comme l'explique le jeune historien Nicolas NAIF dans un ouvrage bien fait, édité par le CArCoB, deux courants minoritaires et contradictoires se sont distancés de cette vision. Les adhérents du premier estimaient que, au nom d'une solidarité quasi inconditionnelle renouvelée avec

le « camp socialiste », nous n'aurions pas dû désapprouver l'intervention des cinq pays du Pacte de Varsovie. Ceux du second réclamaient la suspension, voire la rupture de toute relation avec le régime de HUSÁK et avec ses « protecteurs ».

Ces divergences ont affaibli la cohésion, voire menacé l'unité du parti belge - et se sont par la suite « cristallisées » lors du débat, dans les années 70, sur l'eurocommunisme. Elles ont singulièrement compliqué la tâche du groupe dirigeant qui, tout en se démarquant clairement des thèses des prosoviétiques à outrance, a également tenu à prendre ses distances vis-à-vis des positions « ultra-euro » favorables à la rupture « avec l'Est », positions apparentées alors à celle de Santiago CARRILLO, dirigeant du PC espagnol. Cela nous a amenés à assumer trop tardivement le label « eurocommuniste » qui convenait pourtant bien au positionnement du PCB « d'après Vilvorde » (i.e. du XI^e Congrès précité).

En effet, notre recherche entamée dès avant le XX^e Congrès du PCUS, d'une voie transformatrice à la fois pacifique et démocratique de rupture avec le capitalisme, encore imaginable même au-delà de 1968, nous situait parmi les partis eurocommunistes avant la lettre. Mais cette recherche apparaît plutôt aujourd'hui comme la poursuite d' « une utopie en déclin ». Il faudra désormais, aux générations « dans la force de l'âge » des principaux courants de la gauche critique et à leurs successeurs, trouver des réponses « de leur temps » aux problèmes d'une société et d'un monde fourvoyés dans une crise financière et économique sans précédent, dans des inégalités toujours plus criantes, dans la destruction de la nature et du climat, et dans des conflits de plus en plus meurtriers et dévastateurs.

Mais il ne fait à mes yeux aucun doute que ces réponses devront accorder une importance de premier plan, particulièrement dans l'espace européen, à la consolidation et à l'approfondissement des libertés démocratiques que le système aujourd'hui dominant garantit de moins en moins. Car, faute de faire (beaucoup) mieux, y compris à cet égard, que le dit système, tout projet transformateur d'inspiration socialiste se privera du soutien durable du/des peuple(s), soutien à défaut duquel il sera tôt ou tard voué à l'échec.

C'est sans doute là, la leçon majeure - source à la fois de regret et d'espoir - que les forces de gauche et de progrès européennes peuvent tirer du « volet tchécoslovaque » des événements de 1968, et de la phase « terminale » qu'il a inaugurée du système issu de la Révolution d'Octobre.